

Nous refusons de payer la facture !

La Gauche Européenne exige la fin des paradis fiscaux, une taxation sur les transactions de capitaux et une meilleure distribution du revenu entre capital et travail.

Le tsunami financier, venant des Etats-Unis, a ravagé le monde entier et risque de se transformer en la crise la plus grave de ce siècle. Pis encore, la crise ne va probablement pas se limiter aux domaines économique et financier, mais également affecter l'Etat de droit en général, notamment l'orientation idéologique et morale des sociétés dans les pays industrialisés, mettant en péril la coexistence pacifique des peuples et des Etats. Il en va de même pour la crise dans le secteur de l'énergie ainsi que les crises agro-alimentaire et de consommation qui pourraient s'en suivre.

La crise actuelle est la conséquence directe d'un capitalisme de casino, fondé sur une connexion étroite entre le marché du travail et le marché financier. Depuis 30 ans, le marché financier mondial peut agir à l'abri de tout contrôle politique, ce qui a mené à de nombreuses crises, notamment à la crise asiatique des années 1997 et 1998. Nous constatons aujourd'hui que l'idée néolibérale selon laquelle il serait possible de s'attaquer aux défis de la mondialisation tout en maximisant les profits des grands acteurs financiers sur un marché financier mondial et illimité à l'aide d'une intervention de l'Etat et d'un contrôle démocratique a échoué.

Afin de surmonter la crise actuelle, une distribution de la richesse plus juste et égalitaire, une reconstruction de l'économie en faveur d'un développement écologique et social durable s'impose.

Dans cet objectif, au moins deux changements doivent immédiatement être apportés à la libre circulation des capitaux :

1. Tout mouvement de capitaux doit être taxé selon sa nature.
2. Il faut mettre fin aux paradis fiscaux.

La Gauche Européenne invite tous les mouvements politiques et sociaux qui partagent ces objectifs à mobiliser la population et à multiplier les initiatives, surtout en vue du sommet G20 en avril 2009.

L'hégémonie du dollar américain doit prendre fin. Le dollar doit être remplacé par un nouvel instrument monétaire commun, définissant des droits de tirage spéciaux. L'Europe et les pays émergents doivent collaborer sur ce point.

La GE est convaincue que la dimension spécifiquement européenne de la crise exige une réponse spécifiquement européenne, mais différente de celle proposée par les dirigeants européens actuels. Il ne suffira pas de simplement injecter davantage de capital au marché interbancaire, de garantir certains prêts ou de procéder à des nationalisations, sans que l'on ait la moindre garantie de bénéfices directs pour les citoyennes et citoyens, et sans que l'on tienne compte des investissements déjà prévues par les pays membres.

En outre, les politiques d'austérité orchestrées entre autres par la BCE ont complètement échoué. Il en va de même pour la tentative d'adapter le modèle social européen aux nouvelles conditions de la mondialisation. L'aide que l'Etat offre aux banques doit être conditionnée à la création d'emplois, à l'augmentation des salaires et à une lutte contre la pauvreté.

La Gauche Européenne réaffirme que les politiques néolibérales sont la cause principale de la précarité massive d'emplois, qu'elles conduisent à une baisse des salaires et qu'elles minent de ce fait le système international des finances et des crédits. Ce processus remet en question les fondements actuels de la mondialisation, notamment la privatisation et la dérégulation que le FMI, la Banque mondiale et l'OMC imposent à l'économie. Dans le contexte de la crise, nous mettons l'accent sur la responsabilité revenant aux gouvernements et aux institutions de l'UE, qui se sont

adaptés aux politiques américaines et qui ont cédé aux pressions des bourses de Londres et de Paris. Tous les accords qui stipulent le principe d'une économie de marché ouverte et caractérisée par une libre concurrence doivent prendre en considération le besoin d'un contrôle des marchés financiers.

La Gauche Européenne demande une Europe démocratique et sociale. Les principes érigés par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, basés sur la vision néolibérale d'un marché intérieur libre et d'une libre circulation des capitaux, ont échoué. Ce processus s'est avéré non linéaire et inharmonieux, de la même manière que la centralisation du capital a divisé le continent européen en régions stratégiques et périphériques. La structure de base de l'Europe doit être adaptée, et les principaux paramètres doivent découler du domaine social au lieu d'être de nature principalement monétaire. C'est la raison pour laquelle le Pacte de stabilité et de croissance doit être transformé en un Pacte de solidarité, mettant l'accent sur l'emploi et des critères sociaux et écologiques. La seule manière de surmonter la crise actuelle consiste à élaborer un modèle nouveau – fondé sur la demande interne, un contrôle du secteur financier et l'importance de sujets tels que la formation et la qualification – et d'élaborer de nouveaux principes, permettant la création d'emplois et la mise en œuvre d'un système social et écologique fiable.

Une telle démarche implique, d'une part, des mesures politiques immédiates au niveau européen et, d'autre part, un plan à moyen et long terme qui vise à remettre le système économique en marche. La Gauche Européenne demande :

1. Une augmentation des salaires, des prestations sociales et des pensions dans tous les pays européens ainsi que la création d'emplois. C'est la seule manière de renforcer la demande interne et de stimuler la relance de l'économie réelle.
2. Une garantie que toute aide publique à l'égard des banques implique un contrôle public de la politique de crédits des dites banques ainsi qu'une baisse des taux d'intérêts. La politique de crédits doit favoriser un modèle social basé sur le développement durable et la sécurité des ménages.
3. Une adaptation du rôle de la BCE aux critères de croissance et d'emploi à travers une diminution sélective des taux d'intérêt. La BCE doit faire l'objet d'un contrôle public et démocratique. Ses statuts doivent être changés.
4. L'abolition du Pacte de stabilité. Le Pacte de stabilité doit être remplacé par un nouveau pacte qui favorise la croissance, le plein emploi ainsi que la protection sociale et environnementale.
5. Un contrôle public et social ainsi que la transparence de toutes les opérations financières. Cela implique l'abolition du secret bancaire et des paradis fiscaux en Europe. L'Europe doit taxer les transactions financières et le revenu. En outre, la GE veut mettre fin à l'hégémonie du dollar américain et soutenir la création d'un nouvel instrument monétaire, définissant des droits de tirage spéciaux. L'Europe et les pays émergents (les pays sud-américains, par exemple) doivent collaborer sur ce point.
6. La réévaluation des perspectives financières et budgétaires pour 2007/2013. L'UE doit renforcer de manière substantielle le financement de programmes d'investissement qui favorisent l'emploi dans des secteurs sociaux et environnementaux. L'Europe exige un budget d'au moins 3 pour cent de son PIB à partir de 2013. La transition doit déjà commencer en 2009.

Berlin, le 29 novembre 2008

